

**BOUIRA**

# Les pré-emplois crient à l'exploitation

*Ils étaient près d'une centaine à observer, mercredi dernier vers 10h, devant le siège de l'inspection de la Fonction publique de Bouira, situé à la cité administrative, un rassemblement pour exiger des pouvoirs publics leur intégration suite aux contrats d'insertion professionnelle.*

C'est pour la quatrième fois que les jeunes diplômés de la wilaya de Bouira observent un sit-in devant le siège d'une autorité locale afin de trouver une issue à leurs tourments professionnels. Ils demandent leur intégration après trois années d'emploi sous-contrat d'insertion (DAIP, CID, PID et CPE) qui ne débouchent pas forcément sur une promesse d'embauche effec-

tive. Les jeunes, qui ont suivi le mouvement de protestation mercredi dernier, ont vite fait le rapport avec l'affaire du jeune qui s'est suicidé à Ouargla, estimant que malgré les préjugés et les interrogations que suscite le suicide, cette fin tragique risque d'arriver à n'importe lequel d'entre eux. Eux qui travaillent sans relâche pour un salaire de misère (12 000 DA), juste suffi-

sant pour couvrir des dépenses mineures et qui sortent pourtant d'un parcours «pré-emploi» riche en expérience mais malheureusement avec un avenir professionnel souvent incertain.

Aussi, les jeunes protestataires ont notamment dénoncé le fait que les administrations publiques fassent dans l'excès en acceptant au début des dizaines de contractuels qui ne trouvent pas forcément quoi faire et qui sortent, au bout du compte, désorientés et inexpérimentés.

Dans leur plate-forme de revendications, les jeunes du pré-emploi interpellent les res-

ponsables de la wilaya, en insistant notamment sur la mise en œuvre de mécanismes régulés pour permettre l'intégration effective des employés sous contrat d'insertion dans des postes permanents, le gel de tout concours de recrutement jusqu'à l'intégration des pré-emplois ainsi que la comptabilisation des années de travail, de l'ancienneté et de l'expérience professionnelle dans les pensions de retraite.

Des revendications somme toute légitimes pour une jeunesse en perpétuelle déception et en totale désillusion.

Katya Kaci

**SIDI BEL-ABBÈS**

# Le syndicat des travailleurs de la Faculté de médecine exige une enquête

*Après les remous qui ont dernièrement agité la faculté de médecine de l'université Djilali-Liabès de Sidi Bel Abbès, suscités par le recalement injuste d'une dizaine d'étudiants en 2<sup>e</sup> année (2010-2011) qui ont finalement été réhabilités dans leur droit d'admission en 3<sup>e</sup> année et les responsables de cette erreur, même si elle est matérielle, se sont vu sanc-*

*tionnés, voilà une fois de plus cette même faculté qui monte au créneau par le biais du syndicat des travailleurs qui a décrié une mauvaise gestion des œuvres sociales et a exigé une commission d'enquête.*

Après avoir rendu publics, plusieurs communiqués où les travailleurs dénonçaient ce qu'ils appellent un malaise, le syndicat dans une pétition dont une copie a été adressée dans la journée du jeudi dernier à la Maison de la presse a tenu à informer la tutelle et les responsables locaux, demandant par la même occasion une enquête, au niveau des œuvres universitaires de la faculté dont la gestion est confiée, déclare-t-il, à des personnes n'ayant aucun pouvoir officiel pour assumer cette mission.

«Le compte bancaire de ces œuvres affirme le syndicat est l'objet d'opérations injustifiées et la banque n'a pas le droit de s'y opposer puisqu'elle n'est destinataire d'aucun écrit de la part de l'administration.» Dans cette même pétition, les travailleurs évoquent leur statut de contractuels, alors qu'ils disent exercer depuis de 10 ans au sein de cette faculté. «D'autres travailleurs moins anciens que nous sont déjà titularisés. En ce qui concerne les stages de promotion, nous n'y avons pas droit car nous ne sommes pas concernés par le favoritisme même plus encore affirment-ils, certains ne rejoignent pas leur poste pour assumer leur mission et reçoivent normalement leur salaire alors que la nôtre ainsi que les primes sont toujours sujets à des retards considérables de versement».

A. M.

**GOURAYA**

# La ferme historique Sidjiss de Messelmoun revisitée

*Ce fut lors du périple qu'il a effectué récemment dans la daïra de Gouraya, située à 130 km à l'ouest d'Alger, que le wali de Tipasa s'est rendu dans la commune de Messelmoun, où se trouve un important vestige historique au lieudit Sidjiss.*

Un projet de 150 logements destinés à la résorption de l'habitat précaire sera réalisé sur un site féérique avec une vue panoramique sur la Méditerranée en contrebas duquel se trouve la ferme historique de Sidjiss.

En effet, à 200 m de ce site féérique, se trouve un lieu historique de la Seconde Guerre mondiale.

C'est la mémorable ferme de Sidjiss de Messelmoun, un lieu de mémoire, d'une initiative historique ayant eu des répercussions sur l'histoire de l'humanité durant la Seconde Guerre mondiale.

Laissé à l'abandon depuis l'Indépendance, malgré plusieurs pèlerinages de personnalités civiles et militaires nationales, internationales, notamment américaines et françaises, ce site ne fut restauré, réhabilité et pris en charge qu'en 2006.

C'est à ce titre qu'une étude de réaménagement et de mise en valeur du site fut lancée et une enveloppe financière d'un montant de cinq millions de dinars fut allouée par la wilaya et dédiée à ce site commémoratif. Sur le site, un cadre du bâtiment nous dira en catimini : «Est-il possible de transformer la ferme Sidjiss en un monu-

ment historique, en mesure d'accueillir des touristes et des pèlerins, dans le cadre du développement du tourisme culturel ?» La célèbre stèle qui trône sur ce site comporte une célèbre et historique inscription gravée sur une plaque commémorative : «Ici commence la route de la libération de la France, de l'Europe et du monde du joug nazi.» Tel est le souvenir que recèle ce lieu historique.

Rappelons que c'est sur ce site qu'arriva un certain 20 octobre 1942, le général américain Clarck qui débarqua secrètement à bord du sous-marin *Seraph*.

En effet, ce site avait abrité le 22 octobre 1942 une rencontre ultrasecrète présidée par le général américain Mark Wayne Clarck, qui avait regrou-

pé des Américains, des Anglais et des résistants français. Cette rencontre avait porté sur l'étude définitive de l'opération Torch, préparant le débarquement des armées alliées contre les forces nazies.

Le wali de Tipasa était écœuré de voir ce site historique à l'abandon et dans un état de dégradation avancé. Il préconisa de détruire les murs menaçant ruine et, si nécessaire, de reconstruire et réhabiliter ce site en le sécurisant et le mettre à l'abri des indus occupants.

Une enveloppe de 10 millions de dinars fut dédiée à cette réhabilitation. Mais ce site historique est-il classé, comme le laissent entendre certaines associations culturelles ?

Larbi Houari

**AÏN DEFLA**

# Renforcement des moyens de sauvetage des noyés

*La wilaya d'Aïn Defla compte 5 grands barrages, une dizaine de retenues collinaires, autant de bassins d'irrigation en plus de l'Oued Chélif qui coule dans la plaine d'est en ouest, ses débordements et les inondations que cela engendre, soit des centaines de km² de plans d'eau.*

Cette particularité, si elle est bénéfique pour l'importante activité agricole de la wilaya, comporte, malheureusement, un

danger permanent de noyades pour les habitants. Chaque année, ici et là, des citoyens périssent noyés. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, on a enregistré 17 cas de noyade, surtout en période estivale, des jeunes qui s'adonnent à des baignades pendant les grandes chaleurs. Les services de la Protection civile comptent dans leurs rangs une équipe composée de quatre plongeurs formés pour le sauvetage mais il s'avère toutefois que les moyens humains et matériels mis à la disposition de cette équipe restent limités. C'est

pour renforcer les capacités d'action de cette équipe de sauvetage qu'elle vient récemment d'être dotée de deux embarcations, l'une à fond plat et une autre, un Zodiac pneumatique, toutes les deux motorisées. Par contre, ce qui se fait cruellement ressentir, et qui limite l'efficacité des interventions, c'est l'absence de médecins urgentistes dans les rangs de la Protection civile d'Aïn Defla. Aussi, ces interventions se limitent à l'évacuation des patients vers les différents hôpitaux.

Karim O.

**PÉNURIE D'IMPRIMÉS**

**D'ÉTAT CIVIL**

# Les enquêteurs à pied d'œuvre

*Apparemment, la requête adressée récemment aux autorités locales par l'Association de wilaya pour la défense et la promotion du consommateur (ADPC) quant à la pénurie d'imprimés officiels d'état civil à travers certaines communes de la wilaya de Tiaret particulièrement à Sougueur et leur vente dans les kiosques et les multiservices n'est pas restée lettre morte.*

En effet, réagissant à cette attitude qu'il a qualifiée d'irrémissible, le wali de Tiaret a, dans un communiqué de presse, ordonné l'ouverture d'une enquête par les services concernés pour la vérifier la véracité de l'information. «Si ce constat fait par l'ADPC s'avère vrai, des mesures drastiques seront prises à l'encontre des contrevenants, surtout que cela concerne un service public tel que celui de l'état civil, censé offrir toutes les conditions aux citoyens, dont le bon accueil», menace-t-il.

Dans le même contexte, le communiqué précise qu'au titre du partenariat établi entre l'administration et le mouvement associatif, toutes les propositions de nature à servir l'intérêt général demeurent indispensables. Enfin, ladite association, qui a soulevé ce problème, pourrait se constituer partie civile dans le cas où la véracité de ces dépassements serait prouvée, conclut le même document. Aussi, selon des citoyens et des représentants d'associations que nous avons contactés, certains imprimés d'état civil et autres documents officiels sont très souvent indisponibles, ce qui contraint les uns et les autres à se les procurer ailleurs. A noter, enfin, que la décision de diligenter une enquête à ce sujet a réconforté plus d'un parmi la population de la deuxième ville de la wilaya de Tiaret.

Mourad Benameur

**ELLE A ÉTÉ  
SAUVÉE PAR  
LES AGENTS  
DE SÉCURITÉ**

# Tentative d'enlèvement d'une étudiante à Blida

Une étudiante à la faculté vétérinaire de l'université Saâd-Dahleb de Blida a échappé in extremis, jeudi dernier, à un enlèvement par un jeune homme qui a tenté de la faire monter de force dans son véhicule.

Le ravisseur avait menacé de la tuer avec son arme blanche si elle venait à refuser de monter dans sa voiture. N'était l'intervention des agents de sécurité, qui ont entendu des cris de détresse et l'ont arrachée ensuite de ses bras, la victime aurait été kidnappée.

Cependant, l'auteur a pu prendre la fuite mais son signalement a été donné à la gendarmerie. Il n'a pas tardé à être arrêté et placé en garde à vue avant sa présentation devant la justice.

A noter que les étudiants se plaignent depuis longtemps de la présence d'individus étrangers à l'université et qui les agressent au vu et au su de tout le monde. D'ailleurs, ce fut l'une des raisons qui ont poussé les étudiants du pôle universitaire d'El-Affroun à boycotter ce jour-là les cours.

M. B.